

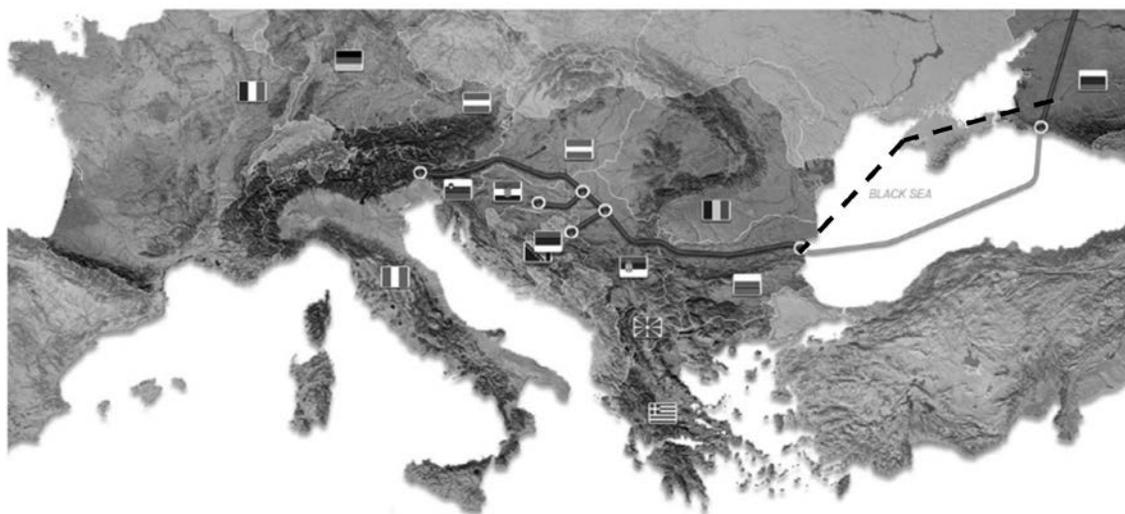
## **Eni obtient une modification de ses contrats avec Gazprom**

Melina Monjour

***La compagnie italienne mène une politique de réduction des prix d'achat du gaz : après la Statoil, c'est Gazprom qui a accordé une baisse à Eni. En attendant la Sonatrach et la NOC ?***

À une époque de bouleversements majeurs pour la géopolitique du gaz, de plus en plus de pays européens ont été amenés à renégocier leurs contrats sur le long terme. L'offre de gaz en provenance d'Amérique du Nord ainsi que la baisse de la demande en Europe, due à une conjoncture économique défavorable, ont entraîné une baisse des prix du marché au comptant, alors que les consommateurs européens ont continué d'acheter du gaz à des prix plus élevés, prévus dans leurs contrats à long terme.

C'est dans ce contexte que le groupe énergétique italien Eni a réussi à obtenir, fin mai et après des pourparlers de plusieurs mois avec le géant russe Gazprom, une modification favorable des termes de ses contrats, valables pour 30 ans. L'accord, signé dans le cadre du forum économique de Saint-Petersbourg par Claudio Descalzi (fraîchement nommé à la place de Paolo Scaroni) pour le côté italien et Alexeï Miller côté russe, portait sur la révision de certaines clauses qui généraient des pertes colossales pour le groupe italien.



**Figure 1. Itinéraire du gazoduc South Stream et une possible variante en pointillés**  
(source : <http://www.south-stream.info/en/partners/>)

### Adapter les contrats à long terme aux conditions du marché

Eni, qui avait déjà obtenu l'année dernière une baisse de 7 % des tarifs, est parvenue à s'entendre avec le groupe russe sur « *une réduction des tarifs des livraisons de gaz ainsi qu'un changement important en ce qui concerne l'indexation des prix, avec un alignement sur le marché* ». De plus, à l'issue de cet accord, Eni devrait « *pouvoir récupérer d'avantage de gaz pré-payé, dans le cadre des clauses prévues par le contrat take or pay* », précise le communiqué officiel. Avant Gazprom, la compagnie italienne avait déjà renégocié favorablement cette année son contrat avec la société norvégienne Statoil.

Cette démarche répond à une stratégie précise adoptée par le groupe, qui entend adapter tous ses contrats de long terme aux conditions du marché d'ici 2016 et ainsi économiser 2 milliards d'euros par an, comme l'avait rappelé l'ex-dirigeant Paolo Scaroni. La société italienne espère également revoir ses contrats avec la compagnie algérienne Sonatrach et la compagnie libyenne Noc, même si le contexte géopolitique rend les choses très difficiles.

Gazprom livre actuellement plus d'un-quart de son gaz à l'Italie (25,3 milliards de m<sup>3</sup> en 2013), qui est le deuxième importateur de gaz russe en Europe après l'Allemagne (37 %). En outre, Eni participe à hauteur de 15 % à la construction menée par Gazprom du gazoduc South Stream entre le sud de la Russie et l'Italie via la mer Noire.

Une avancée majeure ressort de l'accord entre Eni et Gazprom, à savoir la fin de l'indexation exclusive du gaz russe sur les prix du pétrole. Les contrats d'Eni seront désormais alignés sur les prix du marché du gaz. Déjà tangible depuis 2010, cette tendance est due en partie à la baisse de la demande en Europe ainsi qu'à une liquidité plus importante du marché. Actuellement, Gazprom est contrainte de faire des concessions tarifaires, étant donné que la baisse des cours mondiaux entraîne un abaissement des tarifs du gaz russe à l'export. C'est ainsi que le géant russe s'est décidé à renégocier les contrats avec ses clients les plus importants.

Les groupes énergétiques européens souhaitent des réductions de 10 à 20 % en moyenne ainsi qu'un allègement des clauses des contrats Top, qui obligent à payer une quantité minimale de combustible même s'il n'est pas récupéré, alors que les consommateurs européens ne peuvent garantir la consommation d'une quantité de gaz précise. GDF-Suez, autre partenaire de taille de Gazprom, espère également remanier ses contrats, même si les « *premiers résultats seront attendus en 2015* », a affirmé son vice-président Jean-François Cirelli. ■

**Tableau**

**Taux de dépendances des États-membres de l'UE en gaz russe (données de Eurogas en 2012, % de la consommation interne de gaz)**

État-membre	%
Moyenne UE-28	24
Lituanie	100
Estonie	100
Lettonie	100
Bulgarie	89
Hongrie	80
Slovénie	60
Autriche	60
Pologne	59
République tchèque	57
Grèce	56
Allemagne	37
Italie	29
Roumanie	24
Luxembourg	24
France	16
Pays Bas	5
Belgique	0,3
Autres	0